

**ECOLE DES METIERS – CENTRE
DE FORMATION DES APPRENTIS
DE TARN & GARONNE**

11, rue Ernest Mercadier
Z.I Nord
82000 MONTAUBAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

DRB
AUDIT

AUDIT ET
COMMISSARIAT
AUX COMPTES

ECOLE DES METIERS - CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS DE TARN & GARONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale de l'association Ecole des métiers – Centre de formation des apprentis de Tarn et Garonne,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ECOLE DES METIERS – CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS DE TARN & GARONNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations comptables retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'exhaustivité et la réalité des produits d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montauban, le 5/06/2024
Le commissaire aux comptes,
SARL DRB AUDIT

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Eric Picco', written in a cursive style with a large loop at the end.

Eric PICCO

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF

			2023	2022
ACTIF IMMOBILISE	Montant Brut	Amortissements et Dépréciations	Montant Net	
Immobilisations Incorporelles :				
205 Logiciels	97 363 €	97 363 €	- €	7 979 €
Immobilisations Corporelles :				
2116 Terrain	18 751 €	- €	18 751 €	18 751 €
2117 Terrain acquis	60 980 €	- €	60 980 €	60 980 €
2120 Agencements de terrains	200 262 €	179 671 €	20 591 €	22 097 €
2130 Constructions Acquis	5 707 447 €	4 351 153 €	1 356 294 €	1 465 811 €
2153 Instal. Techniques Pédagogiques	37 205 €	37 205 €	- €	- €
2154 Matériel et Outillages Pédagogiques	1 546 035 €	1 223 650 €	322 385 €	103 919 €
2155 Mobilier Pédagogique	85 495 €	77 208 €	8 288 €	3 176 €
2181 Inst. Gles Ag. Amen. divers	431 870 €	323 759 €	108 111 €	29 794 €
2182 Matériel de Transports	85 722 €	34 699 €	51 023 €	- €
2183 Mat. de bureau et informatique	346 932 €	251 052 €	95 880 €	103 113 €
2184 Mobilier de bureau	163 009 €	157 350 €	5 659 €	6 527 €
2188 Autres Mat. et Outillages	178 029 €	165 729 €	12 300 €	15 914 €
Immobilisations en cours :				
2321 Immobilisation atelier pâtisserie	- €	- €	- €	298 053 €
Immobilisations financières :				
2718 Autres titres parts sociales	1 877 €	- €	1 877 €	1 836 €
2755 Cautionnements	972 €	- €	972 €	2 615 €
TOTAL I	8 961 949 €	6 898 840 €	2 063 110 €	2 140 565 €
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	377 €	- €	377 €	534 €
Créances	540 168 €	- €	540 168 €	343 546 €
Clients	446 831 €	- €	446 831 €	307 908 €
Produits à recevoir	25 833 €	- €	25 833 €	31 638 €
Subventions région actions diverses	67 505 €	- €	67 505 €	4 000 €
Débiteurs divers (dont Taxe sur les salaires)	- €	- €	- €	- €
	10 308 624 €	- €	10 308 624 €	8 405 184 €
Valeurs mobilières de placement	2 148 152 €	- €	2 148 152 €	145 506 €
Disponibilité	8 158 092 €	- €	8 158 092 €	8 259 088 €
Caisse	2 379 €	- €	2 379 €	590 €
Charges constatées d'avance	60 709 €	- €	60 709 €	55 282 €
TOTAL II	10 909 879 €	- €	10 909 879 €	8 804 546 €
TOTAL GENERAL	19 871 829 €	6 898 840 €	12 972 989 €	10 945 111 €

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

PASSIF

	2023	2022
FONDS PROPRES		
	92 633 €	92 633 €
Fonds propres sans droit de reprise		
- Fonds propres complémentaires Commune de Montauban	18 751 €	18 751 €
- Fonds propres complémentaires Cours Professionnels Municipaux	73 882 €	73 882 €
Réserves	7 718 600 €	5 760 307 €
Autres	7 718 600 €	5 760 307 €
Excédent de l'exercice	1 839 803 €	1 958 293 €
Situation nette	9 651 036 €	7 811 233 €
Fonds propres consommables		
- Subventions d'investissements	1 424 467 €	1 301 008 €
TOTAL I	11 075 503 €	9 112 241 €
PROVISIONS		
Provision pour restructuration :	0 €	37 000 €
Provision pour grosses réparations :	560 000 €	630 000 €
Provision pour engagement retraite :	281 959 €	285 674 €
TOTAL II	841 959 €	952 674 €
DETTES		
Emprunts et dettes assimilés :	0 €	0 €
Charges financières à payer	0 €	0 €
Dettes à court terme :	372 145 €	313 442 €
Fournisseurs	33 672 €	12 751 €
Fournisseurs factures non parvenues	33 267 €	19 732 €
Avoirs à établir	0 €	0 €
Dettes fiscales et sociales	292 221 €	254 597 €
Créditeurs divers	12 986 €	26 361 €
Produits constatés d'avance	683 382 €	566 754 €
TOTAL III	1 055 527 €	880 196 €
TOTAL GENERAL	12 972 989 €	10 945 111 €

COMPTE DE RESULTAT

AU 31 DECEMBRE 2023

	Exercice	Exercice
	2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	12 €	9 €
<u>Ventes de biens et services</u>		
Ventes de biens	22 465 €	19 909 €
Ventes de prestations de service	5 129 656 €	4 670 823 €
<u>Produits des tiers financeurs</u>		
Concours publics et subventions d'exploitation	84 480 €	114 088 €
Contributions financières	10 485 €	131 510 €
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	112 468 €	55 615 €
Autres produits	65 103 €	55 758 €
TOTAL I	5 424 670 €	5 047 713 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	39 733 €	33 145 €
Variations de stock	157 €	-319 €
Autres achats et charges externes	1 150 915 €	912 809 €
Impôts, taxes et versements assimilés	113 434 €	162 314 €
Salaires et traitements	1 573 208 €	1 432 794 €
Charges sociales	590 550 €	480 200 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	312 163 €	219 727 €
Dotations aux provisions	0 €	0 €
TOTAL II	3 780 160 €	3 240 670 €
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 644 510 €	1 807 043 €
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	27 870 €	10 462 €
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	3 290 €	3 065 €
RESULTAT FINANCIER	24 580 €	7 398 €
RESULTAT COURANT avant impôts	1 669 091 €	1 814 441 €

COMPTE DE RESULTAT - SUITE

AU 31 DECEMBRE 2023

	Exercice	Exercice
	2023	2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 002 €	19 007 €
Sur opérations en capital	174 240 €	134 122 €
TOTAL III	178 242 €	153 129 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 485 €	7 067 €
Sur opérations en capital		
TOTAL IV	1 485 €	7 067 €
RESULTAT EXCEPTIONNEL	176 757 €	146 063 €
Impôts sur les bénéfices	6 044 €	2 210 €
TOTAL DES PRODUITS	5 630 782 €	5 211 304 €
TOTAL DES CHARGES	3 790 979 €	3 253 011 €
EXCEDENT OU DEFICIT (-)	1 839 803 €	1 958 293 €

DRB
AUDIT

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'école des métiers – Centre de Formation d'Apprentis de TARN-et-GARONNE – est une association sans but lucratif qui a pour but la création et la gestion d'un Centre de Formation d'Apprentis Départemental, de formation professionnelle continue et de promotion sociale. L'association dispense des formations dans les domaines généraux et professionnel en alternance avec des apprentis ou des stagiaires de la formation professionnelle continue. Les 28 formations préparent à divers diplômes (Bac professionnel, Brevet professionnel, Certificat d'Aptitude Professionnelle) réparti au sein de 4 secteurs (Alimentation, Bâtiment, Commerce et service, Mécanique) Afin d'assurer l'enseignement dispensé, l'association dispose d'une équipe pédagogique et administrative qui coordonnent l'ensemble des élèves et le tissu d'entreprise acceptant de prendre en charge la formation des apprentis. L'association dispose de locaux divers dont des salles de classes, des ateliers et de salons favorisant la formation pratique des étudiants.

L'effectifs des jeunes inscrits, dans les différentes formations, l'École des Métiers Centre de Formation d'Apprentis de Tarn et Garonne se compose de :

- Apprentissage	: 695
- Professionnalisation	: 0
- Autres (Adultes, Orientation...)	: 5

Soit un total de 700 jeunes inscrits.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels au 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux règles comptables applicables en France selon les modalités définies au règlement de l'ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- Permanence des méthodes
- continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

NOTES SUR LE BILAN

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de 12 972 988.68 € et présente le résultat bénéficiaire de l'exercice pour 1 839 803,34 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

L'association bénéficie de contributions volontaires en nature. Ces contributions ne sont pas comptabilisées. Elles correspondent aux temps passés par les bénévoles pour la gestion courante de l'association (Président, secrétaire, trésorier, etc..). Néanmoins nous considérons la valorisation des contributions comme non significative. L'association dispose d'une organisation administrative composée de salariés chargés du suivi de l'association quotidiennement. L'ensemble des informations administratives sont traitées et analysées par les équipes salariées. Cette préparation en amont permet de réduire le temps des bénévoles aux fonctions qui leurs sont réservées par les statuts (comme la signature des actes).

ACTIF

➤ État de l'actif immobilisé.

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions, créations,	Cessions, mises hors service	Valeur brute à la fin de l'exercice
▪ Immobilisations incorporelles	97 362,90	0.00	0,00	97 362,90
▪ Immobilisations corporelles	8 345 809,58	534 363,30	18 435,31	8 861 737,57
▪ Immobilisations en cours	298 053,46	561,13	298 614,59	0.00
▪ Immobilisations financières	4 451,40	40,50	1 643	2 848,90
TOTAL	8 745 677,34	534 964,93	318 692,90	8 961 949,37

➤ État des amortissements.

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Cessions, mises hors service	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
▪ Immobilisations incorporelles	89 383,68	7 979,22	0,00	97 362,90
▪ Immobilisations corporelles	6 515 728,25	304 184,01	18 435,31	6 801 476,95
TOTAL	6 605 111,93	312 163,23	18 435,31	6 898 839,85

Les méthodes suivantes ont été appliquées pour le calcul des amortissements des différents postes de l'actif immobilisé :

1. Matériel pédagogique.....	<i>Linéaire 5 ans</i>
2. Agencement Terrain.....	<i>Linéaire 10 ans</i>
3. Construction dur (Nouvelle / Ancienne)	<i>Linéaire 30 / 50 ans</i>
. Agencement de construction.....	<i>Linéaire 10 ans</i>
. Téléphonie.....	<i>Linéaire 10 ans</i>
4. Matériel outillage pédagogique.....	<i>Linéaire 5 ans</i>
5. Agencement des installations générales	<i>Linéaire 10 ans</i>
6. Matériel et outillage Entretien :.....	<i>Linéaire 10 ans</i>
7. Matériel transport	<i>Linéaire 5 ans</i>
8. Matériel de bureau.....	<i>Linéaire 10 ans</i>
9. Matériel Informatique.....	<i>Linéaire 5 ans</i>

ACTIF CIRCULANT

➤ Stocks.

Le stock est constitué par des produits alimentaires évalués au prix d'achat au 31/12/2023 pour un montant de 377,34 €.

➤ Créances.

Les créances ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

➤ **État des échéances des créances.**

<u>État des créances</u>		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
▪ Actif immobilisé				
Cautionnement		972,40	0,00	972..40
▪ Actif circulant				
Créances clients et comptes rattachés		446 830.53	446 830.53	0,00
Subvention d'investissement à recevoir		12 880,00	12 880,00	0,00
Autres créances		141 167,34	141 167,34	0,00
TOTAL GENERAL		601 850.27	600 877.87	972,40

➤ **État des autres créances.**

Subvention Région Action Qualitative :	63 492,88
Avance Subvention Fonctionnement :	0,00
Produits à recevoir :	12 952.81
Charges d'avance :	60 709,49
Débiteurs divers :	4 012,16
Total :	141 167,27 €

➤ **Charges constatées d'avance.**

Les charges constatées d'avance sont, pour l'essentiel, constituées par des dépenses d'exploitation.

Montant à la clôture de l'exercice : 60 709,49 €

➤ **Disponibilités.**

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées à leur valeur nominale pour un montant de 4 705 154,82 €.

➤ **Valeurs de placement.**

Il faut distinguer deux catégories de placement. Les comptes sur livret qui génèrent des intérêts capitalisés s'élevant à la clôture de l'exercice à 3 455 316,67 euros et les Valeurs de Placements qui ont été enregistrées à leur coût d'acquisition pour un montant de 2 148 152,46 €.

En application des nouvelles normes de sécurité financière les plus-values latentes sur les valeurs de placements courues à la date de clôture de l'exercice n'ont pas été constatées.

PASSIF

➤ Dons et Legs.

Ces comptes enregistrent la valeur des biens apportés par les fondateurs lors de la création de l'Association.

➤ Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propre sans droit de reprise	92 632,90	0,00	0,00	0,00	92 632,90
Réserves	5 760 306,75	1 958 293,41	0,00	0,00	7 718 600,16
Excédent ou déficit de l'exercice	1 958 293,41	-1 958 293,41	1 839 803,34	0,00	1 839 803,34
Situation nette	7 811 233,06	0,00	1 839 803,34	0,00	9 651 036,40
Subventions d'investissement	1 301 007,87	0,00	297 698,63	174 239,77	1 424 466,73
Provisions réglementées	952 674,31	0,00	0,00	110 715,72	841 958,59
Total	10 064 915,24	0,00	2 137 501,97	284 955,49	11 917 461,72

➤ **Subventions d'Investissement Affectées.**

	Valeur au début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur à la fin de l'exercice
▪ Subventions Investissement – État	209 900,57	0,00	0,00	209 900,57
▪ Subventions Investissement – Région	5 500 696,78	116 680,51	0,00	5 617 377,29
▪ Subventions Investissement – CCI-CA+ANFA	591 448,94	181 018,12	0,00	772 467,06
▪ Subventions Investissement – Taxe Apprentissage	829 400,49	0,00	0,00	829 400,49
▪ Subventions Investissement – CCCA	80 578,46	0,00	0,00	80 578,46
TOTAL	7 212 025,24	297 698,63	0,00	7 509 723,87

Chaque année ces subventions sont augmentées pour la part correspondant à l'acquisition ou à la création d'immobilisation subventionnée.

Chaque année ces subventions sont diminuées pour la part correspondant aux immobilisations sorties de l'actif.

➤ **Amortissements des Subventions d'Investissement Affectées.**

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Reprise au résultat de l'exercice	Cessions, mises hors service	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
▪ Subventions Investissement – État	184 712,51	12 596,48	0,00	197 308,99
▪ Subventions Investissement – Région	4 359 055,34	122 571,86	0,00	4 481 627,20
▪ Subventions Investissement – CCI-CA+ANFA...	470 508,79	35 745,08	0,00	506 253,87
▪ Subventions Investissement – Taxe Apprentissage	824 219,89	1 714,78	0,00	825 934,67
▪ Subventions Investissement – CCCA	72 520,84	1 611,57	0,00	74 132,41
TOTAL	5 911 017,37	174 239,77	0,00	6 085 257,14

Les méthodes appliquées pour le calcul des amortissements des différents postes de Subventions d'Investissement sont identiques à celles utilisées pour le calcul des amortissements des immobilisations, décrites ci-dessus.

➤ **État des provisions.**

	Provisions cumulées au début de l'exercice	Dotations pour Provisions	Reprises ou annulations	Provisions cumulées de fin d'exercice
▪ Créances clients	0,00	0,00	0,00	0,00
▪ Pour gros entretiens	630 000,00	0,00	70 000,00	560 000,00
▪ Pour engagement de pensions	285 674,31	0,00	3 715,72	281 958,59
▪ Pour restructuration	37 000,00	0,00	37 000,00	0,00
TOTAL	952 674,31	0,00	110 715,72	841 958,59

La provision pour gros entretien est destinée à couvrir des dépenses qui ne sauraient être supportées par un seul exercice.

La provision engagement de pension a été réajustée afin de tenir compte de la composition du personnel au 31/12/23 et des conséquences engendrées par la loi portant réforme des retraites.

- Départ à la retraite à l'âge de 67 ans âge légal à taux plein,
- Turn over compris entre 4% et 7% en fonction de la tranche d'âge,
- L'âge moyen des effectifs au 31/12/2023 de 46 ans,
- Taux d'inflation stable et tendance à la hausse fin d'année,
- Taux de charges sociales 48%,

La provision pour restructuration est destinée à couvrir des dépenses sociales des services qui ne sauraient être supportées par un seul exercice.

➤ **État des échéances des Dettes.**

	Montant brut	Montant restant dû en fin d'exercice		
		A un an au plus	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans
▪ Dettes auprès des établissements de crédit	0,00	0,00	0,00	0,00
▪ Dettes fournisseurs	66 938,96	66 938,96	0,00	0,00
▪ Dettes fiscales et sociales	292 220,60	292 220,60	0,00	0,00
▪ Autres dettes et PCA	696 367,40	696 367,40	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	1 055 526,96	1 055 526,96	0,00	0,00

➤ **Détails des dettes fiscales, sociales et diverses**

○ Dettes fiscales et sociales :

Dettes provisions congés payés	56 462,22
Dettes sociales et fiscales sur salaires	203 551,23
Salaires et contentieux	219,60
Taxe sur les salaires	25 943,55
Impôt sur les bénéfices	<u>6 044,00</u>
Total	292 220,60 €

○ Créditeurs divers :

Autres charges à payer - Tiers Divers	7 785,70
Caution Internat	<u>5 200,00</u>
Total	12 985,70 €

➤ **Produits constatés d'avance.**

Les PCA correspondent au financement en 2023 par les OPCO de la partie 2024 des contrats d'apprentissage.

DRB
AUDIT

COMPTES DE RESULTAT

➤ Ventilation des Produits

	2023	2022
▪ Prestation de services.....	5 088 589,31	4 633 985,97
▪ Subventions d'exploitation ⁽¹⁾	94 965,38	245 606,53
▪ Produits des activités annexes	63 532,18	56 746,15
▪ Produits divers, financiers et exceptionnels.....	209 443,41	140 843,37
▪ Subventions investissement virées à résultat	174 239,77	134 122,23
TOTAL	5 630 782,21	5 211 304,25

⁽¹⁾ - dont participation des membres fondateurs : 12€

- dont Taxe d'Apprentissage affectée au fonctionnement à hauteur de 0,00 €.

La loi avenir professionnel du 5 septembre 2018 réforme l'apprentissage. Cette loi s'applique depuis le 1 janvier 2020. Le moyen de financement est le changement majeur. Les contrats étaient antérieurement financés sous la forme de subventions, dont celle de la Région au moyen d'un coût contrat Régional. Depuis le 1 janvier 2020, les contrats sont directement financés par l'un des huit OPCO dont dépend le CFA du Tarn-et-Garonne après accord donné contrat par contrat, et après facturation par le CFA. Les coûts contrats sont définis périodiquement par France Compétence au moyen de la remise par l'ensemble des CFA d'une comptabilité analytique, instaurée par la loi du 5 septembre 2018.

DRB
AUDIT

➤ **Ventilation des charges.**

	2023	2022
▪ Achats stockés	213 881,92	173 593,97
▪ Achats non stockés	378 424,79	336 134,85
▪ Services extérieurs.....	265 923,11	202 858,94
▪ Autres services extérieurs	332 574,91	233 047,26
▪ Impôts, Taxes et versements assimilés	113 434,01	162 314,13
▪ Charges de Personnels	2 163 757,93	1 912 993,67
▪ Autres charges	4 774,78	10 131,31
▪ Dotations aux Amortissements et Provisions	312 163,23	219 726,83
▪ Impôt sur les bénéfices.....	6 044,00	2 210,00
TOTAL	3 790 978,87	3 253 010,96

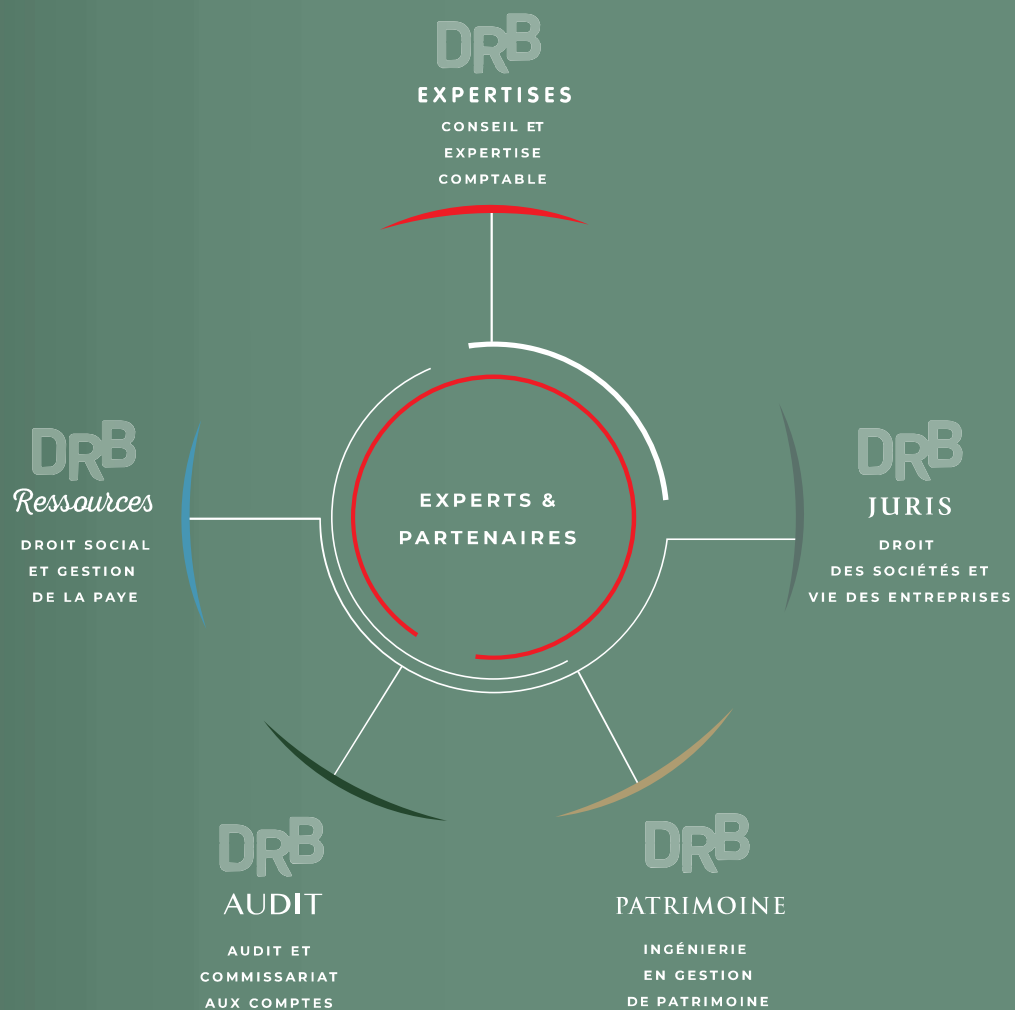
Les charges concernant l'Apprentissage sont affectées entre les différentes formations au moyen de la comptabilité analytique en appliquant des clés de répartitions qui sont le reflet des effectifs et de la durée des formations dispensées.

➤ **Ventilation de la rémunération des Cadres Dirigeants**

Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habitués à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou établissement.

Nous avons considéré qu'il existe un seul cadre-dirigeant à savoir Monsieur PAJOT, dans ce cas de figure, il n'est pas fait mention de sa rémunération. « Les rémunérations des membres des cadres dirigeants ne sont pas indiquées car cela reviendrait à donner une rémunération individuelle ».

Effectif	Au 31 décembre 2023
Cadre	4
Non cadre	40



DRB

150, rue des Frères Montgolfier
Albasud
82000 MONTAUBAN
Tél. 05 63 23 03 63

www.groupedrb.com